

Dans l'avis du 30 octobre 2002 relatif à l'agrégation d'organisations syndicales (*Moniteur belge* dun 2 janvier 2003, p. 42), les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 1. est remplacé par le texte suivant :

« A. Amicale des agents de la carrière du service extérieur, des agents de la carrière consulaire et des agents de la carrière d'attaché de la coopération internationale, dont siège Egmont, rue des Petits Carmes 15, 1000 Bruxelles, tél. 02-501 89 50;

B. le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement;

C. les agents extérieurs du SPF visé sous B. »;

2° au point 9. (Comité de Défense du Personnel des Finances A.S.B.L.) les mots « dont siège avenue Marius Renard 51, bte 7, 1070 Bruxelles », sont remplacés par les mots « dont siège boulevard Bischoffsheim 36, 1000 Bruxelles »;

3° le point 16. (Syndicat national des Pompiers professionnels belges - S.N.P.P.B.) est rayé de la liste puisque cette organisation syndicale fait partie de la Fédération intercatégorielle des Services publics - F.I.S.P.

Cette dernière organisation syndicale fait l'objet d'un avis d'agrégation du président du comité des services publics provinciaux et locaux.

Bruxelles, le 10 juin 2003.

Le président du comité des services publics,  
fédéraux, communautaires et régionaux,

L. VAN DEN BOSSCHE,  
Ministre de la Fonction publique

In het bericht van 30 oktober 2002 over de erkenning van vakorganisaties (*Belgisch Staatsblad* van 2 januari 2003, blz. 42) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 1. wordt vervangen door de volgende tekst :

« A. Vriendenkring van de agenten van de carrière buitenlandse dienst, van de consulaire carrière en van de carrière van attaché van internationale samenwerking, met zetel Egmont, Karmelietenstraat 15, 1000 Brussel, tel. 02-501 89 50;

B. de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

C. de agenten-buitenland van de FOD bedoeld onder B. »;

2° in het punt 9. (Comité ter Verdediging van het Personeel van Financiën, V.Z.W.) worden de woorden « met zetel te Marius Renardstraat 51, bus 7, 1070 Brussel », vervangen door de woorden « met zetel Bischoffsheimlaan 36, 1000 Brussel »;

3° het punt 16. (Nationale Vakbond van de Belgische Beroepsbrandweermannen - N.V.B.B.) wordt van de lijst geschrapt vermits die vakorganisatie deel uitmaakt van de Intercategoriële Federatie der Openbare Dienst - I.F.O.D.

Laatstgenoemde vakorganisatie maakt het voorwerp uit van een bericht van erkenning van de voorzitter van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten.

Brussel, 10 juni 2003.

De voorzitter van het comité voor de federale,  
de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten,

L. VAN DEN BOSSCHE,  
Minister van Ambtenarenzaken

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2003/00388]

**19 MAI 2003. — Circulaire GPI 27bis : directives complémentaires à la circulaire ministérielle GPI 27 du 19 septembre 2002 relatives aux dérogations individuelles aux incompatibilités professionnelles dans le chef des membres du cadre opérationnel des services de police**

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

Pour information :

Au Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

Au Président de la Commission permanente de la police locale,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Monsieur le Commissaire général,

1. La loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (ci-après abrégée en « LPI ») prévoit en son article 134 le principe de l'interdiction du cumul de la qualité de membre du personnel du cadre opérationnel des services de police avec l'exercice d'autres activités professionnelles. Le point 4° de l'alinéa 1<sup>er</sup> de cette disposition a été exécuté dans l'arrêté ministériel du 28 novembre 2001 précisant les missions et les services dont l'exercice est incompatible avec la qualité de membre du personnel du cadre opérationnel des services de police.

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2003/00388]

**19 MEI 2003. — Omzendbrief GPI 27bis : bijkomende richtlijnen bij de ministeriële omzendbrief GPI 27 van 19 september 2002 betreffende de nadere richtlijnen inzake de individuele afwijkingen op de beroepsverenigbaarheden in hoofde van de leden van het operationeel kader van de politiediensten**

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Ter informatie :

Aan de Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de Lokale Politie,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

1. De wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (hierna afgekort tot « WGP ») voorziet in haar artikel 134 voor de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten, in een cumulverbod voor het uitoefenen van andere professionele activiteiten. Het punt 4° van het eerste lid van deze bepaling werd uitgevoerd door het ministerieel besluit van 28 november 2001 tot vaststelling van de opdrachten en diensten waarvan de uitoefening onverenigbaar is met de hoedanigheid van personeelslid van het operationeel kader van de politiediensten.

2. L'article 135, alinéa 1<sup>er</sup>, de la LPI prévoit que des dérogations individuelles aux interdictions portées par l'article 134 peuvent être accordées, selon le cas, par le commissaire général, le bourgmestre ou le collègue de police, dans le respect des directives données par le Ministre de l'Intérieur. Ces directives, je les ai énoncées dans la circulaire ministérielle GPI 27 du 19 septembre 2002.

3. Je suis heureux de constater que ces dispositions relatives aux incompatibilités professionnelles sont bien respectées et que, de manière générale, les membres du personnel du cadre opérationnel demandent une dérogation avant d'exercer une activité professionnelle complémentaire.

4. Tout en encourageant les membres du cadre opérationnel à continuer à observer le prescrit de l'article 135 de la LPI, j'entends par la présente circulaire préciser que si les interdictions visées à l'article 134 de la LPI ont une portée très large, toute activité complémentaire ne tombe pas sous le champ d'application de cet article et, par conséquent, ne nécessite pas la demande et l'octroi d'une dérogation avant de pouvoir être exercée.

5. Ainsi, on peut considérer dans la plupart des cas que les activités non rémunérées ne tombent pas sous le champ d'application de l'article 134 de la LPI.

6. Pour citer quelques exemples que j'ai vu se présenter à plusieurs reprises dans le paysage policier, notons qu'exercer une activité non rémunérée au sein d'une A.S.B.L., exercer bénévolement la fonction d'arbitre de football ou tout autre fonction non rémunérée dans un club sportif ou culturel, ne tombe pas sous le champ d'application de l'article 134 de la LPI et ne nécessite donc pas de demande préalable de la dérogation visée à l'article 135 de cette même loi.

7. Soulignons qu'une simple indemnisation qu'un membre du personnel recevrait pour des frais qu'il serait amené à exposer dans le cadre de l'exercice d'une activité complémentaire ne doit pas être considéré comme rémunération. Ainsi, par exemple, le membre du personnel qui exerce la fonction d'arbitre et à qui les frais de déplacement exposés dans le cadre de l'exercice de cette activité et le coût de la tenue d'arbitre sont remboursés, ne doit pas être considéré comme percevant une rémunération mais uniquement une indemnisation, de sorte qu'il faille considérer que ladite activité est exercée bénévolement.

8. Attention toutefois au fait que si le caractère bénévole d'une activité est un élément prépondérant pour conclure qu'elle se situe hors du champ d'application des interdictions portées par l'article 134 de la LPI, cet élément n'est, à cet égard, pas déterminant à lui seul. On peut notamment s'en rendre compte en lisant le point 3<sup>o</sup> de l'alinéa 1<sup>er</sup> de cet article qui prévoit que l'exercice d'un mandat ou service, même gratuit, dans les entreprises privées à but lucratif est incompatible avec la qualité de membre du personnel du cadre opérationnel des services de police.

9. L'exercice d'une activité complémentaire rémunérée tombera, par contre, chaque fois sous le champ d'application des interdictions portées par l'article 134 de la LPI et nécessitera dès lors toujours l'octroi d'une dérogation préalable avant de pouvoir être exercée, sans préjudice toutefois de l'alinéa 6 du point II de la circulaire ministérielle GPI 27 susmentionnée où il est prévu qu'aucune dérogation individuelle ne doit être demandée pour l'exercice de la fonction de membre du corps professoral d'une école de police.

2. Artikel 135, eerste lid, WGP voorziet dat individuele afwijkingen op de verbodsbepalingen van artikel 134 WGP, kunnen worden toegestaan, naargelang van het geval, door de commissaris-generaal, de burgemeester of het politiecollege, binnen het raam van de richtlijnen gegeven door de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze richtlijnen heb ik uitgevaardigd in de ministeriële omzendbrief GPI 27 van 19 september 2002.

3. Ik ben verheugd vast te stellen dat deze bepalingen met betrekking tot de beroepsverenigbaarheden goed worden nageleefd en dat, over het algemeen, de personeelsleden van het operationeel kader een individuele afwijking aanvragen vooraleer de bijkomende beroepsactiviteit uit te oefenen.

4. Met deze omzendbrief beoog ik, naast het verder aanmoedigen van de personeelsleden om de voorschriften van artikel 135 WGP na te leven, de verbodsbepalingen zoals bedoeld in artikel 134 WGP, die een ruime draagwijdte hebben, te verduidelijken. Niet elke bijkomende activiteit valt immers onder het toepassingsgebied van deze bepaling en vereist bijgevolg een voorafgaande aanvraag tot het bekomen van een afwijking.

5. Zo kan men dan ook aanvaarden dat het merendeel van de niet-bezoldigde activiteiten niet onder het toepassingsgebied van artikel 134 WGP vallen.

6. Ter illustratie kan ik enkele voorbeelden aanhalen die zich herhaaldelijk voordoen in het politielandschap: het uitoefenen van een niet-bezoldigde activiteit bij een V.Z.W., het belangeloos uitoefenen van de functie van scheidsrechter bij voetbalwedstrijden of andere niet-bezoldigde functies in een sport- of culturele vereniging. Deze functies vallen uiteraard niet onder het toepassingsgebied van artikel 134 WGP en noodzaken dan ook geen voorafgaande aanvraag tot individuele afwijking zoals bedoeld in artikel 135 WGP.

7. Ik zou ook willen benadrukken dat de bescheiden vergoeding die het personeelslid ontvangt voor kosten gemaakt in het raam van de uitoefening van een bijkomende activiteit niet moet worden beschouwd als een bezoldiging. Het personeelslid, scheidsrechter bij een voetbalwedstrijd, wiens verplaatsingskosten en scheidsrechtersuniform worden vergoed in het raam van deze activiteit, wordt niet vermoed een bezoldiging te ontvangen maar enkel een vergoeding, zodoende dat men kan beschouwen dat hij de activiteit belangeloos uitoefent.

8. Hoewel het belangeloos karakter van een activiteit een bepalend element is om te beslissen of die activiteit zich al dan niet bevindt buiten het toepassingsveld van de verbodsbepalingen ingesteld door artikel 134 WGP, kan dit element op zichzelf niet doorslaggevend zijn. Dit wordt trouwens bevestigd door het punt 3<sup>o</sup> van het eerste lid van hetzelfde artikel, dat de uitoefening van een opdracht of een dienst, zelfs al is die onbezoldigd, in particuliere ondernemingen met winst oogmerk onverenigbaar acht met de hoedanigheid van personeelslid van het operationeel kader van de politiediensten.

9. De uitoefening van een bijkomende, bezoldigde activiteit valt daarentegen steeds binnen het toepassingsveld van artikel 134 WGP en noodzaakt bijgevolg het toekennen van een voorafgaande afwijking vooraleer men de activiteit werkelijk kan uitoefenen, zonder evenwel afbreuk te willen doen aan het zesde lid van het punt II van de voormelde ministeriële omzendbrief GPI 27 waarin wordt voorzien dat er geen enkele individuele afwijking dient gevraagd te worden wanneer men een activiteit uitoefent als lid van het professorenkorps van een politieschool.

10. Je tiens enfin à compléter ces directives en rappelant que lorsqu'un membre du personnel des services de police bénéficie d'un congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle (article VIII.XV.1<sup>er</sup> à VIII.XV.5 PJPo), du régime de la semaine volontaire de 4 jours (article VIII.XVI.1<sup>er</sup> PJPo) ou d'un départ anticipé à mi-temps (article VIII.XVIII.1<sup>er</sup> PJPo), il est toujours considéré comme étant en activité de service et, par conséquent, les articles 134 et 135 de la LPI ainsi que l'arrêté ministériel du 28 novembre 2001 susmentionné lui sont applicables mutatis mutandis. Ces dispositions ne sont, par contre, pas applicables au membre du personnel qui bénéficie du régime de l'absence de longue durée pour raisons personnelles visées à l'article VIII.XIV.1<sup>er</sup> PJPo puisque le membre du personnel se trouve en position administrative de "non-activité" pendant cette absence (voir article VIII.XIV.3 PJPo).

11. Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir mentionner au Mémorial administratif la date à laquelle cette circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

10. Tot slot wil ik deze richtlijnen vervolledigen door in herinnering te brengen dat een personeelslid van een politiedienst dat een deeltijdse of volledige loopbaanonderbreking (artikel VIII.XV.1 tot VIII.XV.5 RPPo), een vrijwillige vierdagenweek (artikel VIII.XVI.1 RPPo) of een halftijdse vervroegde uittreding (artikel VIII.XVIII.1 RPPo) geniet, steeds wordt geacht in dienstactiviteit te zijn. Wat bijgevolg betekent dat de artikelen 134 en 135 WGP evenals het voormelde ministerieel besluit van 28 november 2001 mutatis mutandis op haar/hem van toepassing zijn. De vorige bepalingen zijn daarentegen niet van toepassing op het personeelslid dat een afwezigheid van lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden, zoals bedoeld in artikel VIII.XIV.1 RPPo, geniet omdat het betrokken personeelslid zich tijdens deze afwezigheid immers in de administratieve stand "non-activiteit" bevindt (zie artikel VIII.XIV.3 RPPo).

U gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, in het Bestuursmemoriaal te willen vermelden.

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2003/02136]

**20 JUNI 2003. — Avis relatif à l'agrégation d'organisations syndicales. — Exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités**

Publication visée à l'article 7, § 2, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974.

Dans l'avis du 26 novembre 2002 relatif à l'agrégation des organisations syndicales, (*Moniteur belge* du 2 janvier 2003, p. 40), les modifications suivantes sont apportées :

Le point 5. est remplacé par le texte suivant :

« A. Fédération intercatégorielle des Services publics (F.I.S.P.), dont siège rue Vandenhooft 90, 4030 Grivegnée, tél. : 04-343 77 58 et dont font partie les organisations suivantes :

- Syndicat national des Pompiers professionnels belges (S.N.P.P.B.);
- Syndicat national des Sapeurs pompiers (S.N.S.P.);

B. les services publics provinciaux et locaux visés à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 19 décembre 1974;

C. les membres du personnel des services publics visés sous B.

Le point 9. (Syndicat national des Pompiers professionnels belges) est rayé de la liste puisque cette organisation syndicale fait partie de la Fédération intercatégorielle des Services publics (F.I.S.P.).

Bruxelles, le 20 juin 2003.

Le président du Comité des services publics provinciaux et locaux,

A. DUQUESNE,  
Ministre de l'Intérieur

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2003/02136]

**20 JUNI 2003. — Bericht over de erkenning van vakorganisaties. — Uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel**

Bekendmaking bedoeld in artikel 7, § 2, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974.

In het bericht van 26 november 2002 over de erkenning van vakorganisaties (*Belgisch Staatsblad* van 2 januari 2003, blz. 40) worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Het punt 5. wordt vervangen door de volgende tekst :

« A. Intercategoriële Federatie der Openbare Diensten, (I.F.O.D.) met zetel rue Vandenhooft 90, 4030 Grivegnée, tel. : 04-343 77 58 en waarvan de volgende organisaties deel uitmaken :

- Nationale Vakbond van de Belgische Beroepsbrandweermannen (N.V.B.B.);
- Nationaal Syndicaat van de Brandweerlieden (N.S.B.).

B. de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten bedoeld in artikel 3, §§ 1 en 2, van de wet van 19 december 1974;

C. de personeelsleden van de onder B. bedoelde overheidsdiensten.

Het punt 9. (Nationale Vakbond van de Belgische Beroepsbrandweermannen) wordt van de lijst geschrapt vermits die vakorganisatie deel uitmaakt van de Intercategoriële Federatie der Openbare Diensten (I.F.O.D.).

Brussel, 20 juni 2003.

De voorzitter van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten,

A. DUQUESNE,  
Minister van Binnenlandse Zaken